

Maître d'ouvrage

Ministère chargé des Transports

Direction Interdépartementale des Routes Massif-Central

Département des Politiques d'Entretien et d'Exploitation

60, avenue de l'Union Soviétique, CS 90447

63012 CLERMONT-FERRAND Cedex 1

Téléphone : 04.73.29.79.79

Courriel : dir-massif-central@developpement-durable.gouv.fr

RN106

**Travaux de confortement du glissement de terrain de
Saint-Julien d'Arpaon**

PR 36+000

Département de la Lozère

D.C.O.E

**1.10 – Cadre du Dossier d'Exploitation Sous Chantier
(D.E.S.C.)**

Maître d'œuvre

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

Service d'Ingénierie Routière de Mende-Montpellier (site de Mende)

4, avenue de la Gare BP 132

48005 Mende cedex

Téléphone : 04.66.49.41.43

Télécopie : 04.66.49.41.07

Courriel : Sir-Mende.dirmed@developpement-durable.gouv.fr



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction interdépartementale des routes nationales
MÉDITERRANÉE

www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr

Maître d'ouvrage :

MINISTÈRE CHARGÉ DES TRANSPORTS
Direction Interdépartementale des Routes Massif-Central
60, avenue de l'Union Soviétique - CS 90447
63012 Clermont-Ferrand Cedex 1
- Téléphone : 04.73.29.79.79
- Télécopie : 04.73.29.79.74
COURRIEL : DIR-MASSIF-CENTRAL@DEVELOPPEMENT-DURABLE.GOUV.FR

Maître d'œuvre :

MINISTÈRE CHARGÉ DES TRANSPORTS
DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES MÉDITERRANÉE
Service d'Ingénierie Routière de Mende-Montpellier
4, avenue de la Gare BP 132
48005 Mende cedex
- Téléphone : 04.66.49.41.43
- Télécopie : 04.66.49.41.07
COURRIEL : SIR-MENDE.DIRMED@DEVELOPPEMENT-DURABLE.GOUV.FR

Exploitant :

MINISTÈRE CHARGÉ DES TRANSPORTS
Direction Interdépartementale des Routes Massif-Central
District Centre
18, RUE JEAN SOLVAIN
CS 30347
43009 Le Puy en Velay Cedex
- Téléphone : 04.71.07.06.10
- Télécopie : 04.71.07.06.18
COURRIEL : DC.DIRMC@DEVELOPPEMENT-DURABLE.GOUV.FR

CEI de Mende

RUE DE LA GARENNE
48000 MENDE CEDEX
- Téléphone : 04.66.42.66.65
- Télécopie : 04.66.44.23.10
COURRIEL : CEI-MENDE.TERRITOIRE-CANTAL-LOT-LOZERE.DC.DIRMC@DEVELOPPEMENT-DURABLE.GOUV.FR

Point d'appui de Florac/CEI de Mende

ZA DE ST-JULIEN DU GOURD
48000 MENDE CEDEX
- Téléphone : 04.66.45.94.04
- Télécopie : 04.66.44.23.10

Historique des versions du document

Version	Date	Commentaire	Auteur
V0.0	11/2025	Création	BEOA 48-MC
V0.1	11/2025	Modification suite au contrôle interne	
V0.2	12/2025	Modification suite au contrôle externe	

Affaire suivie par

Patrick COUDEYRE - SIR de Mende-Montpellier – Chef BEOA 48
Courriel : patrick.coudeyre@developpement-durable.gouv.fr

Rédacteur

SIR de Mende-Montpellier – BEOA 48
Courriel : mateo.clement@developpement-durable.gouv.fr

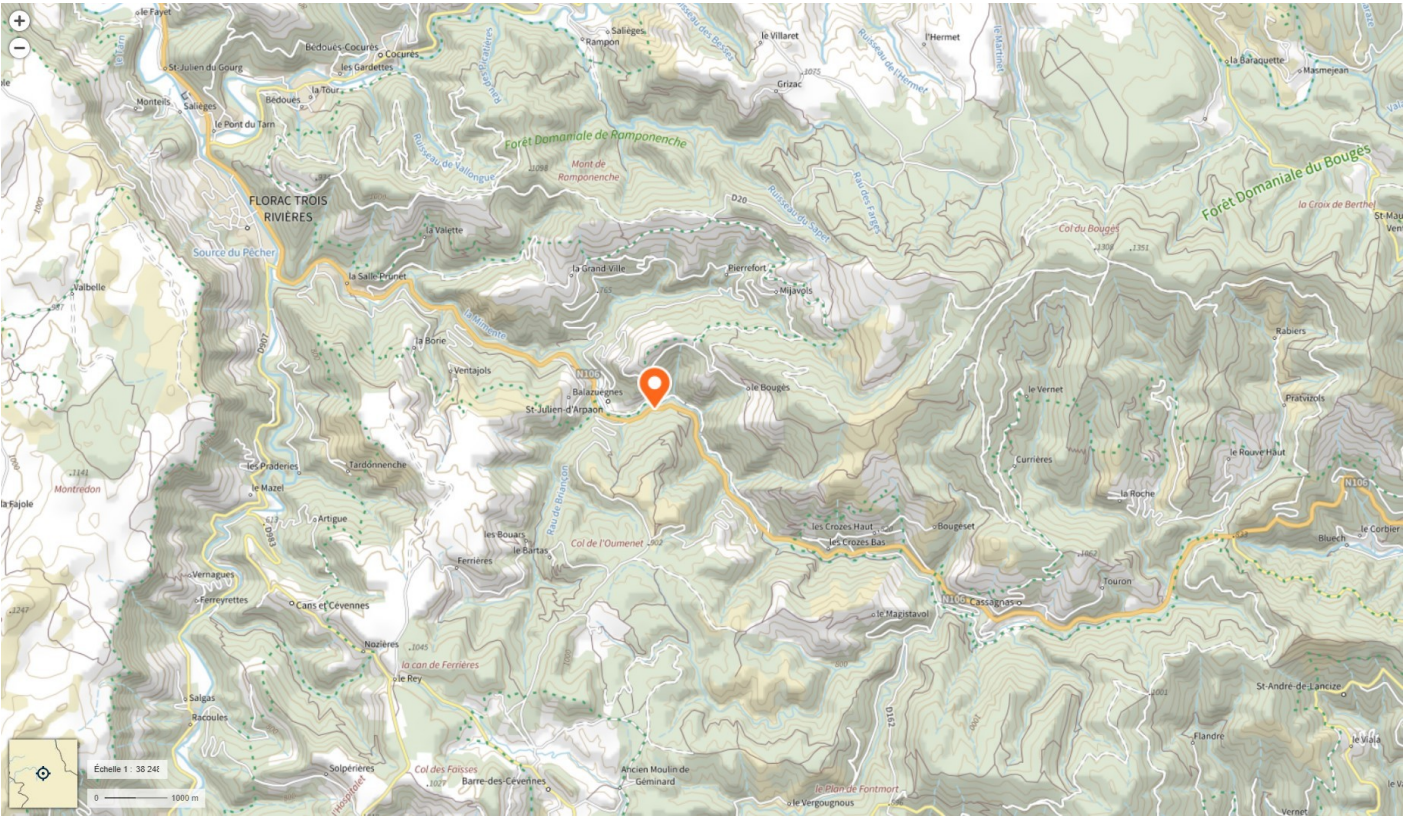
Relecteur

SIR de Mende-Montpellier – BEOA 48
Courriel : patrick.coudeyre@developpement-durable.gouv.fr

Sommaire

1. Plan de situation.....	5
.....	5
2. Description synthétique des travaux.....	6
3. Mode d'exploitation retenue pour le chantier.....	8
3.1 - Mesures d'exploitation imposées par le gestionnaire du réseau routier :.....	8
4. Données de trafic.....	12
5. Recommandations traitant de la sécurité des personnels.....	14
6. Mesures retenues pour l'information des usagers.....	14
7. Projet d'arrêté.....	14
ANNEXE 01 : Règles générales de sécurité.....	15

1. Plan de situation



2. Description synthétique des travaux

Les travaux consistent à :

1. Travaux en lien direct avec les contraintes environnementales du site :

Sans objet.

2. Principaux travaux sur l'ouvrage :

- Réalisation de terrassements pour mis en œuvre d'une piste d'accès à la paroi clouée à réaliser ;
- Terrassement du talus par pente 3H/2V au dessus de la paroi clouée à réaliser ;
- Terrassement par passe de 1 m et réalisation de la paroi clouée par béton projeté ;
- Mise en œuvre de pieux et micropieux pour soutènement de la paroi clouée ;
- Mise en place d'une glissière sur longrine pour la paroi clouée ;
- Reprise de l'assainissement routier dans la zone de glissement de terrain ;
- Clouage des murs en maçonnerie sous la RN106 ;
- Basculement de l'alternat côté droit de la RN dans le sens Alès-Florac et reprise des fossés de l'autre côté de la RN ;

3. Durée des travaux :

- Période de préparation : 2 mois.
- Durée des travaux estimée à 8 mois hors période de préparation et hors intempéries et aléas de chantier.

La Maîtrise d'Ouvrage pour les travaux de chaussée est la D.I.R. Massif-Central et la Maîtrise d'œuvre est assurée par le S.I.R.2M Mende-Montpellier - site de Mende.

L'exploitant est le district Centre de la DIRMC :

CEI de Mende

RUE DE LA GARENNE

48000 MENDE CEDEX

- Téléphone : 04.66.42.66.65

- Télécopie : 04.66.44.23.10

COURRIEL : CEI-MENDE.TERRITOIRE-CANTAL-LOT-LOZERE.DC.DIRMC@DEVELOPPEMENT-DURABLE.GOUV.FR

La mission S.P.S. est assurée par :

APAVE SUDEUROPE SAS

BUREAU DE MENDE

27 AVENUE JEAN MOULIN

48 000 MENDE

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Les travaux sont réalisés par l'entreprise (nom, adresse, téléphone,)

Intervenants :

Description détaillée des intervenants de l'entreprise, ainsi que leurs qualifications et leurs coordonnées.

Dates d'interventions et phasages :

Plannings...

3. Mode d'exploitation retenue pour le chantier

3.1 - Mesures d'exploitation imposées par le gestionnaire du réseau routier :

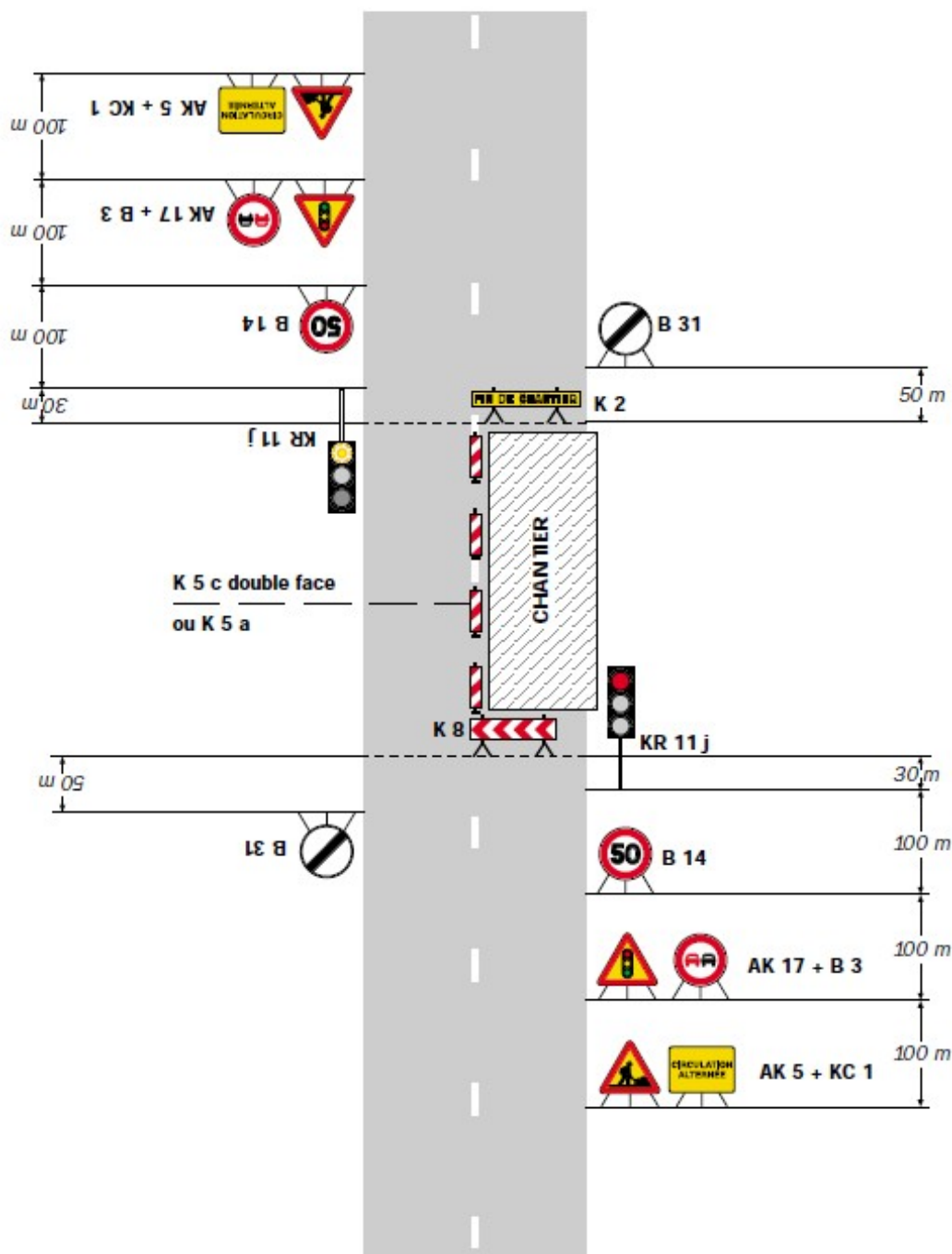
- Les transports exceptionnels (TE) catégories 1, 2, 3 seront interdits pendant toute la durée des travaux.
- Un alternat temporaire par feux tricolores sera mis en place sur 300 m conformément au « manuel du chef de chantier » concernant les routes bidirectionnelles fiche CF24, pendant certaines opérations, au besoin jour et nuit, soit 24h/24h.
Un alternat ponctuel par piquet K10 pourra être mis en place au besoin pour quelques heures, pour des livraisons ou des installations particulières par exemple.
- Concernant les feux tricolores KR11 mis en place (si besoin), l'entreprise devra prévoir impérativement un alternat avec un décompte de temps ainsi qu'une astreinte de maintenance des feux 24h/24h.
Afin d'obtenir une assistance rapide, l'entreprise devra fournir des coordonnées d'astreinte à l'exploitant, ainsi que du matériel de remplacement nécessaire.
- Le titulaire du marché aura l'obligation de faire une demande d'arrêté de police de circulation.
- L'entreprise devra prévoir la mise en place de séparateurs modulaires de voies (SMV) en béton de classe B (type BT4) pendant toute la durée des travaux. Ces SMV répondront aux normes européennes NF EN 1317 et seront certifiés.
- La signalisation de neutralisation de voie devra être suffisamment visible.
- Le délai de la période de préparation est de 2 mois et le délai d'exécution des travaux est de 8 mois.
- Durant la période de viabilité hivernale, l'entreprise devra être attentive à faciliter la circulation des engins de VH en cas d'évènement neigeux.
- L'exploitant du réseau routier prévoit d'informer les usagers des délestages d'itinéraires possibles durant les travaux notamment pour les PL par la RD906 et par l'A75.
- Toute signalisation temporaire mise en place sera conforme à la 8^e partie de l'IISR.

Chantiers fixes

CF24

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée
Route à 2 voies

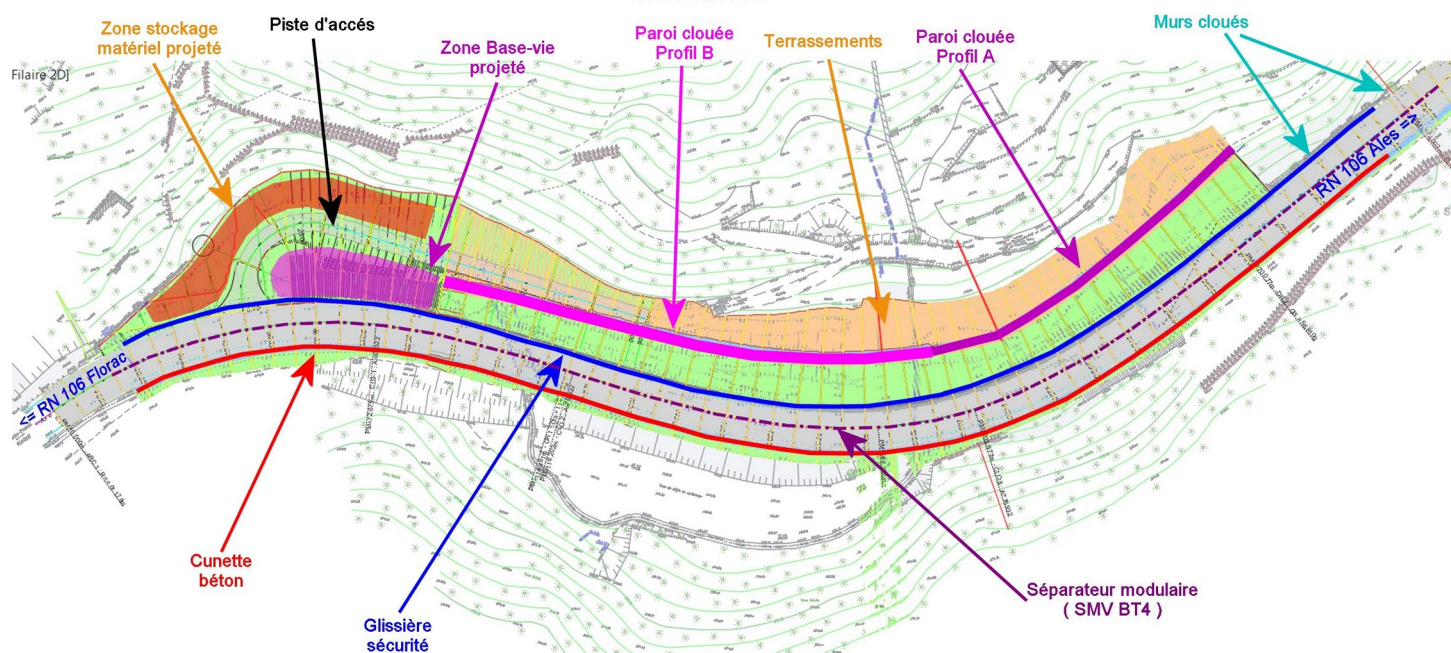


Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque. peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

La vitesse sera limitée à 50 km/h au droit du chantier par un panneau B14

Travaux de confortement du glissement de terrain de Saint Julien d'Arpaon
RN 106 - PR 36+000



Variante proposition « Base vie » - Carrefour Barre des Cévennes (D20) :



3.2 - Mesures d'exploitation retenue par l'entreprise :
Un alternat géré par feux est prévue
pour les travaux de ...

Un alternat manuel est prévue
pour les travaux de ...

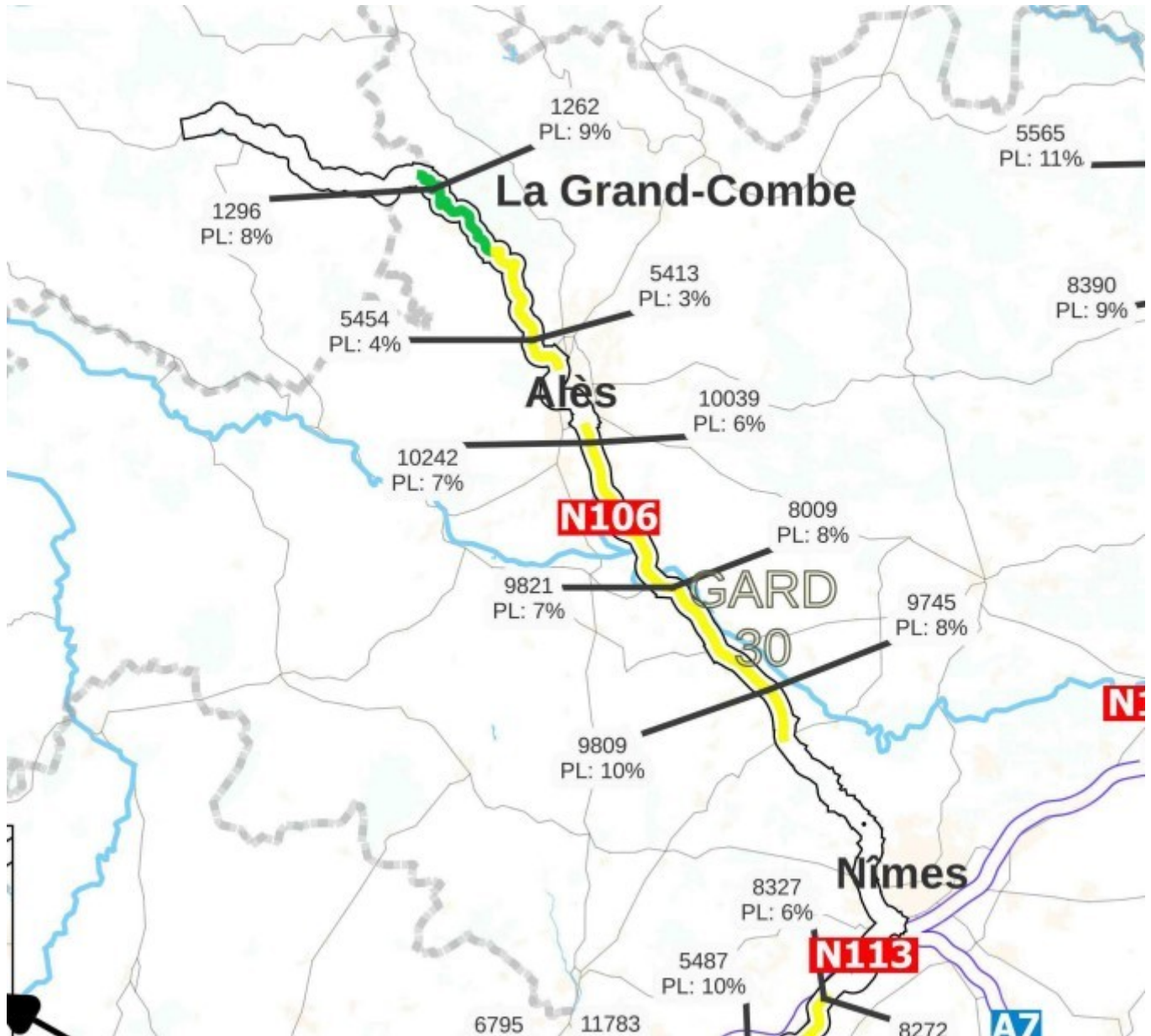
Description des moyens et des méthodes pour assurer l'exploitation de la RN 106 pendant toute la durée des travaux de jour comme de nuit.

Joindre les schémas de mise en place de la signalisation temporaire.

4. Données de trafic

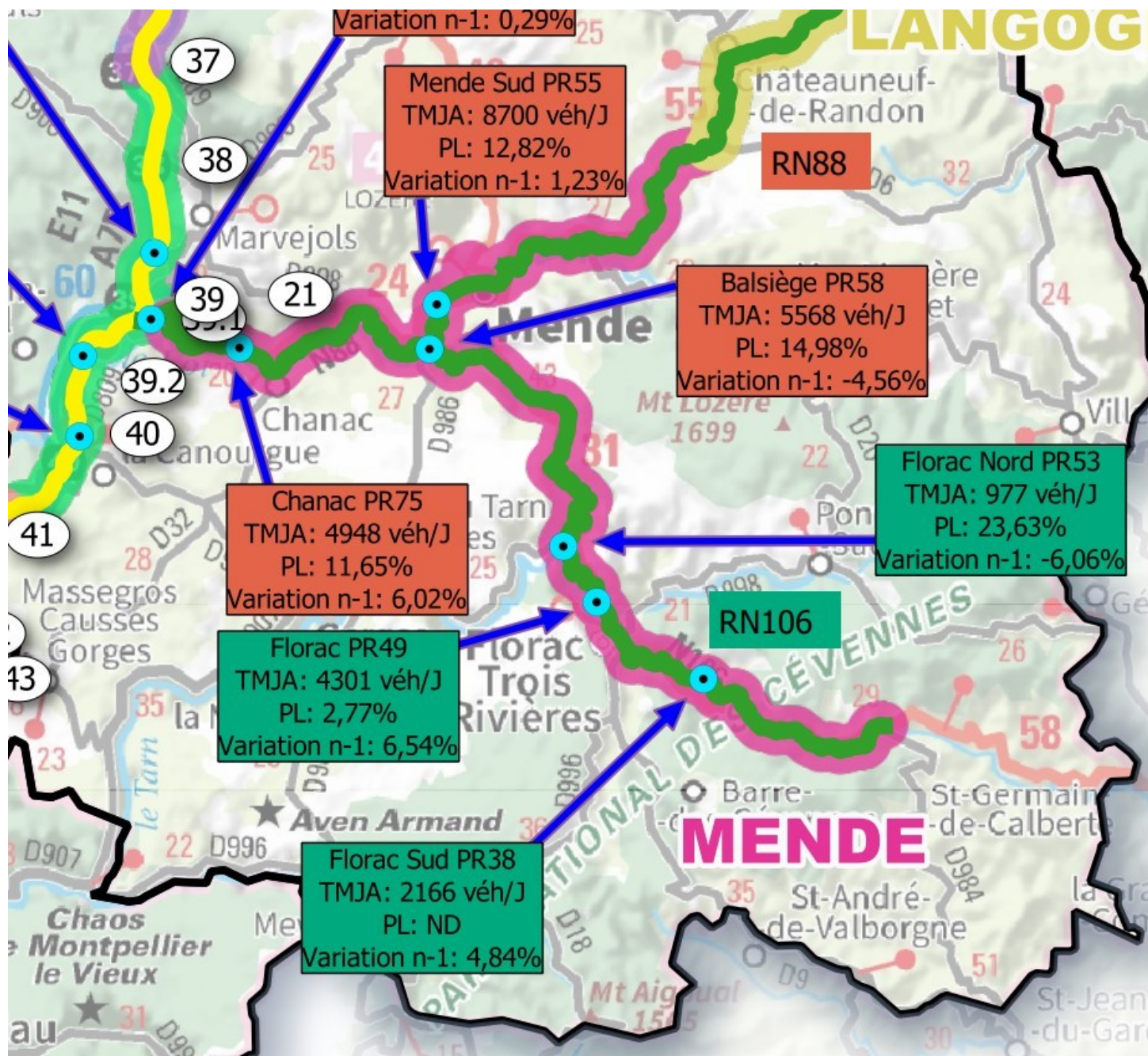
RN 106 sud : Trafic moyen journalier annuel (TMJA) et pourcentage poids lourds (PL) pour l'année 2022

Extrait de carte - (<http://intra.dir-mediterranee.i2>)



RN 106 nord :Trafic moyen journalier annuel (TMJA) et pourcentage poids lourds (PL) pour l'année 2023

Extrait de carte - (<http://intra.dir-massif-central.i2>)



5. Recommandations traitant de la sécurité des personnels

Se référer à l'annexe 01 du présent DESC.

6. Mesures retenues pour l'information des usagers

Des articles de presse seront publiés dans les journaux locaux par la DIR MC.

Description envisagée par l'entreprise pour informer les usagers : ...

7. Projet d'arrêté

L'arrêté de circulation sera demandé par l'entreprise auprès de l'exploitant de la RN 106 (DIR Massif-Central).

L'arrêté de circulation fera référence au présent DESC complété, qui sera validé et signé par le chef du District Centre représenté par Mr Olivier TIGNOL..

ANNEXE 01 : Règles générales de sécurité

1. Introduction

Le présent chapitre définit les règles générales de sécurité pour les travaux de ce marché.

Selon la nature particulière de certains travaux à exécuter et, compte tenu des circonstances propres à chaque intervention, des consignes particulières de sécurité viennent compléter ces règles générales par la mise en œuvre des obligations du Code du Travail, en matière de sécurité et de protection de la santé, conformément à la loi 93-1418 du 31 décembre 1993, au décret 92-158 du 20 février 1992 et au décret 94-1159 du 26 décembre 1994.

2. Les dispositions générales

2.1. Avant ouverture de chantier

Quinze (15) jours avant l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur chargé de l'exécution des travaux est tenu :

- de donner le nom du responsable de l'Entrepreneur en permanence sur le chantier et habilité à recevoir tout ordre relatif à l'exécution des travaux et de la sécurité,
- d'être en possession des pièces suivantes :
 - un exemplaire du schéma de signalisation de chantier et les consignes particulières adaptées au chantier concerné, issus du Dossier d'Exploitation Sous Chantier,
 - les autorisations spéciales prévues à l'article R 43.4 du code de la route.

2.2. Information du personnel

L'Entrepreneur s'engage à porter les présentes règles de sécurité à la connaissance de son personnel, du personnel des Entrepreneurs sous-traitantes, des fournisseurs, des dépanneurs, loueurs et visiteurs appelés à se rendre sur le chantier ; il s'assure qu'elles sont effectivement respectées.

2.3. Sanctions et pénalités

En cas d'inobservance des règles de sécurité, les travaux seront suspendus jusqu'à leur application. La responsabilité de l'Entrepreneur sera substituée à celle de l'administration pour tout accident qui serait la conséquence de l'inobservation des consignes. (avec application du code pénal, articles 222-19 et 223-1).

3. Équipements du personnel et des véhicules

3.1. Équipement du personnel des Entrepreneurs

Les agents intervenant à pied sur le domaine routier doivent être constamment visibles, tant par les usagers que par les conducteurs d'engins circulant sur le chantier.

Le port d'un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la norme NF EN471, de classe 3 ou 2 est obligatoire. Les vêtements conformes sont généralement constitués d'un support fluorescent de couleur jaune, orange ou rouge portant des éléments rétro réfléchissants. La classe 3 correspond

aux combinaisons et vestes qui présentent des surfaces de signalisation importantes. La classe 2 comprend des gilets et chasubles. Afin que les propriétés de ces vêtements soient optimales, ils doivent être propres et en bon état.

3.2. Équipement des véhicules des Entrepreneurs

Les véhicules d'intervention et de travaux, à l'arrêt ou en progression lente sur une chaussée ouverte à la circulation publique, doivent être équipés de feux spéciaux et d'une signalisation complémentaire. Ces règles sont également applicables aux véhicules assurant la signalisation de chantiers ou de dangers temporaires.

Les feux spéciaux :

Les feux spéciaux (réglementés par l'arrêté du 4 juillet 1972, modifié) seront soit des feux tournants, soit des feux à tube à décharge, soit des feux clignotants émettant de la lumière jaune orangée.

La signalisation complémentaire :

Les bandes biaises (sont définies par l'arrêté du 20 janvier 1987). Cette signalisation est constituée de bandes biaises rouges et blanches rétro réfléchissantes. La 8ème partie de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière impose cette signalisation pour les véhicules de signalisation, d'intervention et de travaux à l'arrêt ou en progression lente sur une voie ouverte à la circulation publique.

Les véhicules peuvent également porter les signalisations suivantes :

- le panneau AK5 sur routes bidirectionnelles,
- l'ensemble (panneau+feux) est visible de l'arrière et de l'avant du véhicule. Lorsque les véhicules ne sont pas en activité de chantier, le panneau AK 5 est rabattu, escamoté ou démonté,
- les panneaux à messages variables sur routes bidirectionnelles.

Les panneaux à messages variables portés par véhicule sont autorisés à condition que le message soit lumineux et qu'il représente :

- soit un panneau de danger ou de prescriptions,
- soit un texte de couleur jaune.

4. Règles de circulation

4.1. Transport et évolution du personnel des Entrepreneurs

Le personnel descend ou monte des véhicules, qu'après s'être assuré qu'il peut le faire sans risque. Dans la mesure du possible, il utilise les portières du côté opposé au trafic. Sauf cas de force majeure, la traversée à pied des voies circulées est interdite. Si, pour les besoins des travaux un court déplacement à pied des ouvriers est nécessaire en dehors de la zone de chantier, il s'effectue exclusivement sur les accotements, à l'arrière des glissières de sécurité chaque fois que la configuration des lieux le permet.

4.2. Acheminement des véhicules et engins vers la zone de chantier

Pour desservir le chantier, ne sont autorisés à circuler sur les routes bidirectionnelles que les véhicules et engins immatriculés dont les caractéristiques répondent aux règles du code de la route. Les autres véhicules et engins sont acheminés à l'aide de porte engins adaptés, sauf accord et présence effective des forces de police ou de l'exploitant. Si l'acheminement de ces véhicules et engins conduit à la formation de convois, ceux-ci ne peuvent être autorisés que s'ils satisfont à la

réglementation des convois exceptionnels. Le matériel des véhicules et engins seront maintenus en parfait état de fonctionnement et de propreté.

4.3. Manœuvres des véhicules et engins de chantier

Sur les routes :

- il est interdit de stationner à l'extérieur de la zone balisée,
- la circulation s'effectue conformément au code de la route,
- toute manœuvre de véhicules ou engins hors de la zone de chantier réglementairement balisée est interdite,
- les entrées et sorties de la zone de chantier se font par les passages spécialement aménagés à cet effet et toujours dans le sens de circulation,
- avant l'exécution de toute manœuvre, la priorité reste aux usagers,
- la vitesse est limitée à 20 km/h sur le chantier,

4.4. Parcage des véhicules et engins, stockage des matériaux

Pour les zones de travaux non protégés par des séparateurs lourds, aucun véhicule, engin ou matériaux ne doit être entreposé sur les voies neutralisées.

L'Entrepreneur doit impérativement libérer les emprises pour l'heure de mise en circulation.

Les parties des chaussées demeurant à l'intérieur du balisage sont débarrassées de tout matériel ou matériaux de façon à :

- pouvoir être rendues à la circulation en cas de nécessité immédiate (accident, bouchon,...),
- ne pas constituer d'obstacle pour un usager pénétrant intempestivement dans la zone du chantier.

Les fouilles, tranchées et regards doivent être signalés et protégés efficacement.

4.5. Chargement des camions et transports

L'Entrepreneur doit s'assurer de l'arrimage correct des charges, du positionnement des matériaux et/ou matériels transportés et que ceux-ci n'engagent pas le gabarit des ouvrages.

5. Signalisation des chantiers

5.1. Schémas de consignes à établir avant l'ouverture du chantier

Préalablement à l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur remettra au MOE :

- un schéma de circulation indiquant les circuits empruntés par les véhicules de chantier et les restrictions éventuelles à la circulation des usagers. A ce sujet, sauf prescriptions spéciales, figurant au marché, aucun empiètement sur les chaussées sous circulation ne sera admis,
- un schéma de signalisation,
- les heures d'ouverture du chantier,
- les consignes particulières visées à l'article 5.3 ci-après,
- le nom de la personne responsable du chantier.

Ces consignes dont la liste n'est pas limitative pourront être modifiées ou complétées en cours de travaux.

5.2. Ouverture du chantier

La fourniture et la mise en œuvre de la signalisation sont assurées par l'Entrepreneur, sauf clause particulière prévue au marché. L'équipement prévu sur les véhicules est à la charge des

Entrepreneurs. La fourniture des équipements pour le personnel et le matériel de l'Entrepreneur est à la charge de celle-ci.

L'Entrepreneur ne peut commencer le balisage qu'en présence d'un représentant de la MOE et/ou du gestionnaire de la voie.

5.3. Maintenance de la signalisation

La signalisation devra être maintenue 24 heures sur 24 pendant toute la durée du chantier.

Pendant les heures d'ouverture de chantier, l'Entrepreneur assurera la surveillance et la maintenance de la signalisation. Une astreinte devra être mise en œuvre pour assurer la surveillance et la maintenance en dehors des heures d'ouverture du chantier.

La maintenance consiste à :

- contrôler la position correcte des différents panneaux et balises composant la signalisation du chantier,
- remettre en ordre tout signal accidentellement déplacé,
- donner l'alerte en cas d'accident de la circulation se produisant dans la section de la chaussée intéressée par la présence du chantier,
- donner l'alerte en cas d'avarie survenue au matériel de chantier.

Des consignes particulières préciseront l'effectif des agents de l'Entrepreneur affectés à la maintenance.

6. Interruption des travaux

6.1. Interruption des travaux liée à l'exploitation

Le représentant du MOE et/ou du gestionnaire de la voie a le pouvoir d'imposer l'interruption immédiate des travaux et l'évacuation des engins lorsque par suite de circonstances imprévues ou lorsque l'écoulement du trafic est particulièrement perturbé par les travaux (visibilité, adhérence, présence d'obstacles sur les chaussées, accidents, formation de bouchons liés au chantier ...).

6.2. Interruption des travaux pour non respect des règles de sécurité

Lorsque les règles de sécurité ou les consignes d'exécution ne sont pas respectées, le représentant du MOE et/ou du gestionnaire de la voie a le pouvoir d'imposer l'interruption immédiate des travaux, sans avertissement préalable et sans dédommagement. Cette sanction est indépendante des sanctions de police, pour infraction aux règles du Code de la Route.